

# Principales mesures détaillées par François Hollande

## La République irréprochable

- inscrire la loi de 1905 sur la séparation de l'église et de l'Etat dans la Constitution :

*« Présider la République, c'est être viscéralement attaché à la laïcité, car c'est une valeur qui libère et qui protège. Et c'est pourquoi j'inscrirai la loi de 1905, celle qui sépare les Eglises de l'Etat, dans la Constitution. »*

- participation des citoyens à un grand débat sur l'énergie
- partager le pouvoir de nomination aux hautes fonctions administratives avec le Parlement
- supprimer le pouvoir de nomination par le Président de France TV. Nomination par une autorité administrative indépendante.
- non cumul des mandats pour les parlementaires
- introduction d'une dose de proportionnelle à l'Assemblée nationale
- introduire le droit de vote des étrangers aux élections locales
- réduction de 30% des indemnités du Président et des membres du Gouvernement

## Retrait des troupes françaises d'Afghanistan

*« Je pense à nos morts en Afghanistan, auxquels je veux rendre hommage ici, avec émotion, avec dignité, avec respect, comme aux blessés qui souffrent dans leur chair. (...) **Mais il faut aussi avoir la lucidité d'affirmer, au-delà du dévouement des hommes là-bas pour leur pays, que notre mission est terminée.** Elle avait été engagée il y a plus de dix ans par Lionel Jospin et Jacques Chirac dans un but précis, qui était de répondre à l'attaque terroriste sur les Etats-Unis. Je l'avais pleinement approuvée. Et bien aujourd'hui, cette mission est achevée. Il est donc temps de décider le retrait qui s'impose, et je l'ai décidé de longue date. J'en assumerai donc, si les Français m'en donnent mandat, toute la responsabilité. J'en préviendrai nos alliés et je ferai en sorte que ce retrait se fasse en bon ordre, sans en aucune façon menacer la vie de nos soldats. »*

## Priorité jeunesse

*« J'ai proposé de créer 60 000 postes supplémentaires dans l'éducation, pas seulement de professeurs, mais de surveillants, d'infirmières, d'assistantes sociales, de tous ceux qui contribuent à l'accueil, à l'accompagnement, à la réussite des jeunes. On me dit « c'est trop ». Non, je dis « ce n'est peut-être pas assez » ! C'est terrible de mener une bataille contre l'échec scolaire, qui fait chaque année plus de 150 000 victimes, 150 000 qui sortent sans diplôme, sans qualification, de l'école. La priorité ira aux écoles maternelles et primaires parce que c'est là que beaucoup se joue et que les premiers retards se précisent. Les rythmes scolaires qui n'ont aucun équivalent en Europe seront revus. Au collège et au lycée, les élèves les plus en difficulté bénéficieront d'un accompagnement personnalisé, pour qu'à la fin du quinquennat, je dis bien à la fin du quinquennat, le nombre de jeunes qui sortent sans qualification du système scolaire soit divisé par deux. Aucun jeune, aucun jeune*

*de 16 à 18 ans – et je sais ce qu'est la déscolarisation dans beaucoup de nos villes et dans beaucoup de familles -, aucun jeune de 16 à 18 ans ne restera sans solution de formation, d'emploi ou même de service civique. »*

### **L'emploi**

- création d'un contrat de génération
- 150 000 emplois d'avenir réservés aux jeunes, en partie ceux issus des quartiers populaires

### **Santé**

- Encadrement des dépassements d'honoraires des médecins
- Réforme de la tarification des soins afin de mettre fin à la compétition entre l'hôpital public et les cliniques privées
- Présence d'un service d'urgence à 30 minutes maximum de tout français

### **La finance mise au pas**

- loi de séparation des activités spéculatives et de dépôts des banques
- interdiction d'implantation des banques françaises dans les paradis fiscaux
- suppression des stock options sauf dans les entreprises innovantes
- création d'une véritable taxe sur les transactions financières
- suppression des produits dérivés lorsqu'ils ne sont pas en lien avec l'économie réelle

### **Réindustrialisation et relance de l'innovation**

- création d'une banque publique d'investissement
- création d'un livret d'épargne industrie
- soutien aux PME par un élargissement du crédit impôt recherche
- remboursement des aides publiques pour les entreprises qui délocalisent
- couverture de la France en très haut débit d'ici 10 ans

### **"L'Europe : notre bien commun"**

- pacte de responsabilité, de gouvernance et de croissance avec les pays européens
- renégociation du traité issu de l'accord européen du 9 décembre 2011

*« Je renégocierai le traité européen issu de l'accord du 9 décembre pour lui apporter la dimension qui lui manque, c'est-à-dire la coordination des politiques économiques, des projets industriels, la relance de grands travaux dans le domaine de l'énergie et puis les instruments pour dominer la spéculation, un fonds européen qui puisse avoir les moyens d'agir sur les marchés avec l'intervention de la Banque centrale européenne qui devrait être, finalement, au service de la lutte contre la spéculation. »*

- négocier le prochain budget européen afin de relancer les grands projets industriels en Europe
- création d'euro-obligations "afin de mutualiser une partie des dettes souveraines."
- contribution écologique aux frontières de l'Europe pour lutter contre la concurrence déloyale en matière commerciale
- réforme des traités dans le sens d'une démocratisation des institutions
- élaboration d'un nouveau Traité de l'Élysée Franco-allemand afin de relancer la construction européenne
- l'Europe a bien des défauts mais elle est notre bien commun

## **La transition énergétique**

- réduction de la part du nucléaire de 75% à 50% dans la production d'électricité d'ici 2025
- lancer un grand effort en faveur des énergies renouvelables
- assurer l'isolation thermique d'un million de logements neufs et anciens

## **Priorité au logement social**

- construction de 300 000 logements sociaux
- doublement des moyens du livret A en faveur du logement social
- mise à disposition par l'Etat des terrains libres aux collectivités pour qu'elles y construisent
- multiplication par 5 des sanctions aux communes ne respectant pas la loi SRU

## **La grande réforme fiscale**

- créer une nouvelle tranche d'imposition à 45% sur les revenus supérieurs à 150.000 euros ce qui permettra de protéger classes moyennes
- rappel d'une opposition farouche à la TVA sociale
- rapprochement puis fusion de l'impôt sur le revenu et de la CSG dans le cadre d'un Prélèvement Progressif sur le Revenu (PPR)
- plafonnement de l'avantage tiré des niches fiscales à 10 000€

## **Une réforme des retraites plus juste**

- permettre dès 2012 à ceux qui ont cotisé 41 ans de partir à la retraite à 60 ans.
- au delà, ouverture d'une négociation avec les partenaires sociaux pour une réforme durable préservant le système des retraites par répartition

## **La croissance, et le rétablissement des comptes publics, conditions du redressement**

- lancer un grand effort en faveur de la recherche et de l'innovation
- Déficit budgétaire ramené à 0% en 2017
- réduction des niches fiscales afin de dégager 30 milliards d'euros.

## **Des zones de sécurité prioritaire**

*« L'égalité, l'égalité c'est aussi la sécurité pour tous. Vivre dans la peur est insupportable ! L'insécurité est une injustice sociale intolérable. Elle touche les plus modestes, les plus âgés, les plus jeunes, les plus fragiles. La sécurité est un droit et je le ferai respecter en **créant des zones de sécurité prioritaires** là où il y a les taux de délinquance les plus élevés, en mettant des postes supplémentaires, **1 000 chaque année, dans la Justice, dans la Police, dans la Gendarmerie, en rapprochant les Forces de l'ordre des citoyens. Et je lutterai contre tous les trafics, toutes les mafias** »*

## **Les premiers actes fondateurs du Quinquennat**

- Fin mai 2012 Sommet Otan, pour acter le retrait des troupes françaises d'Afghanistan
- Été 2012 collectif budgétaire et grande loi de programmation de rétablissement de nos finances publiques
- Été 2012 - premières réformes bancaires et du secteur financier. Loi sur la

séparation des banques de détail et de dépôt

- Préparation d'un grand débat sur l'énergie (referendum) et la République (Loi de 1905 sur la séparation de l'église et de l'Etat, acte 2 de la décentralisation, ....)